



**DROIT DES  
FEMMES:  
ENQUÊTES  
INTERDITES**

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

# SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Introduction</b>  | <b>3</b>  |
| <b>1. Enquêter sur le droit des femmes peut tuer</b>   | <b>4</b>  |
| Miroslava Breach et Gauri Lankesh, des plumes qui dérangeaient                                       | 4         |
| Des assassinats commis en toute impunité   | 7         |
| <b>2. Une palette d'exactions pour faire taire les journalistes</b>                                  | <b>8</b>  |
| En chiffres  | 8         |
| Elena Milashina, une menace de mort sur la tête  | 9         |
| Des menaces « particulièrement virulentes » sur Internet   | 10        |
| <b>3. Les groupes religieux et criminels,<br/>premiers prédateurs des femmes et de l'information</b> | <b>12</b> |
| Les islamistes radicaux  | 12        |
| Les pro-life   | 14        |
| Les organisations criminelles  | 15        |
| <b>4. Les régimes autoritaires</b>   | <b>17</b> |
| Harcèlement judiciaire : le cas de l'Iran  | 17        |
| Black-out gouvernemental   | 19        |
| Des avancées légales qui restent pourtant taboues  | 21        |
| <b>5. Se taire ou résister</b>   | <b>25</b> |
| L'exil quand la pression est trop forte  | 25        |
| Les voix de la résistance  | 26        |
| Interview d'Annick Cojean, grand reporter au Monde   | 28        |
| <b>Recommandations de RSF</b>  | <b>30</b> |



## INTRODUCTION

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question », écrivait Simone de Beauvoir dans *Le deuxième Sexe*<sup>1</sup>.

Malheureusement, l'actualité continue de lui donner raison. En 2017, [des manifestations](#) ont éclaté aux États-Unis pour s'indigner contre les propos sexistes du président américain Donald Trump. En 2016 en Pologne, [un projet de loi](#) visant à interdire l'avortement, pratique autorisée depuis 1993 sous certaines conditions, a été proposé devant le Parlement. Pendant ce temps, en Irak, [une réforme législative](#) qui remet en cause les droits des femmes, notamment en abaissant l'âge légal du mariage, a été présentée au Parlement irakien.

Pour les journalistes, couvrir de tels sujets n'est pas sans risques. Une rédactrice en chef a été assassinée pour avoir dénoncé une politique sexiste ; un reporter a été emprisonné pour avoir donné la parole à une victime de viol ; une autre a été agressée pour avoir défendu l'accès aux serviettes hygiéniques tandis qu'une bloggeuse a été menacée en ligne pour avoir critiqué un jeu vidéo.

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, Reporters sans frontières met un coup de projecteur sur ces violences subies par les journalistes qui travaillent sur cette thématique. Il n'est pas ici question d'aborder le statut des rédactrices femmes, ni la féminisation de la profession ou encore l'approche sexiste ou non des médias - des sujets largement traités et débattus par ailleurs. Ce rapport se concentre spécifiquement sur les exactions subies par les reporters, hommes et femmes, qui couvrent les droits des femmes. Entre 2016 et 2017, RSF a recensé plus de 60 cas de violation des droits des journalistes répartis dans plus d'une vingtaine de pays, en raison d'enquêtes ou de reportages sur la condition des femmes. Depuis 2012, ce sont près de 90 exactions qui ont été recensées contre des reporters.

Ces données permettent de dresser une typologie des violences subies : assassinats, emprisonnements, agressions verbales, physiques ou en ligne. Le cyberharcèlement concerne d'ailleurs plus de 40 % des cas recensés.

Qui se cache derrière ces actes criminels ? Pour RSF, [les prédateurs de l'information](#) affichent plusieurs visages : les groupes religieux d'une part. Ils ciblent les reporters qui menacent leur stratégie de propagande en mettant en avant l'émancipation des femmes dans leur pays. Les organisations criminelles, d'autre part, qui refusent de voir les médias s'immiscer sur leur territoire pour dénoncer des procédés jugés trop machistes à l'égard des femmes. Enfin, les gouvernements autocrates, déterminés à préserver leur société patriarcale, sont également pointés du doigt.

Censures, pressions, agressions... Tous ces dangers ont un effet dramatique pour la profession qui perd des vocations, quand ce ne sont pas les journalistes qui sont contraints de quitter leur pays pour des raisons de sécurité. Malgré les menaces, de nombreux reporters redoublent d'efforts pour défendre la liberté d'information. RSF a choisi de donner la parole à plusieurs figures de résistance. « Ce n'est pas le sujet qui est dangereux mais la société dans laquelle il est traité », résume l'une d'entre elles, la Saoudienne Nadine Albudair.

---

1. Ouvrage paru en 1949

# 1 ENQUÊTER SUR LE DROIT DES FEMMES PEUT TUER

« Écrire sur les droits des femmes peut s'avérer risqué dans certains pays dès lors que cela implique de bousculer les traditions et réveiller les consciences soumises à la société machiste ».

Cette analyse émise par Juana Gallego, directrice de [l'Observatoire pour l'égalité des sexes en Espagne](#) et professeure de journalisme à l'université de Barcelone permet de comprendre à quel point les journalistes se retrouvent impliqués et exposés dans cette lutte.

**Reporters sans frontières (RSF)** a recensé, entre 2016 et 2017, plus de 60 cas de violences contre les reporters du monde entier travaillant sur cette question. Si ce chiffre est sans aucun doute bien en-deçà de la réalité en raison de la peur et de la résignation de certains au point de ne pas communiquer, cette collecte de données permet néanmoins de mettre en lumière les différents types d'exactions subies.

## MIROSLAVA BREACH ET GAURI LANKESH, DES PLUMES QUI DÉRANGEAIENT

Travailler sur la question des femmes peut tuer. Un constat alarmant que dresse RSF au vu du nombre d'assassinats recensés ces deux dernières années. Onze reporters, soit 11% des cas recensés dans cette étude, ont été tués en raison de leur enquête qui dérangeait. Parmi eux, deux grandes figures du journalisme d'investigation ont été assassinés en 2017 : la Mexicaine Miroslava Breach et l'Indienne Gauri Lankesh.

Le 23 mars 2017, **Miroslava Breach**, la correspondante de *La Jornada* et *Norte de Juarez* dans l'État du Chihuahua au Mexique, a été [assassinée](#) dans sa voiture alors qu'elle emmenait son fils à l'école. Huit coups de feu pour faucher « une femme intelligente à l'éthique professionnelle irréprochable », selon sa consœur et collègue de *La Jornada*, Olga Alicia Aragon, qui lui a rendu un vibrant hommage dans les colonnes du journal au lendemain de ce « crime odieux ».

Rompue à plus de vingt ans de terrain, 'Miros', comme l'appelait Olga, a pendant de nombreuses années couvert les agissements du [crime organisé au Chihuahua](#) - un des États les plus violents du pays - et notamment les féminicides de Ciudad Juarez (voir les détails page 15).

Huit jours après le meurtre de Miroslava Breach, le quotidien local *Norte de Ciudad Juarez* fermait après 27 années d'existence. « Adios ! », titrait le journal « *Il n'y a pas*

*suffisamment de garanties ou de sécurité pour faire correctement son travail de journalistes », expliquait impuissant le propriétaire du journal Oscar A. Cantú Murguía dans la dernière édition.*

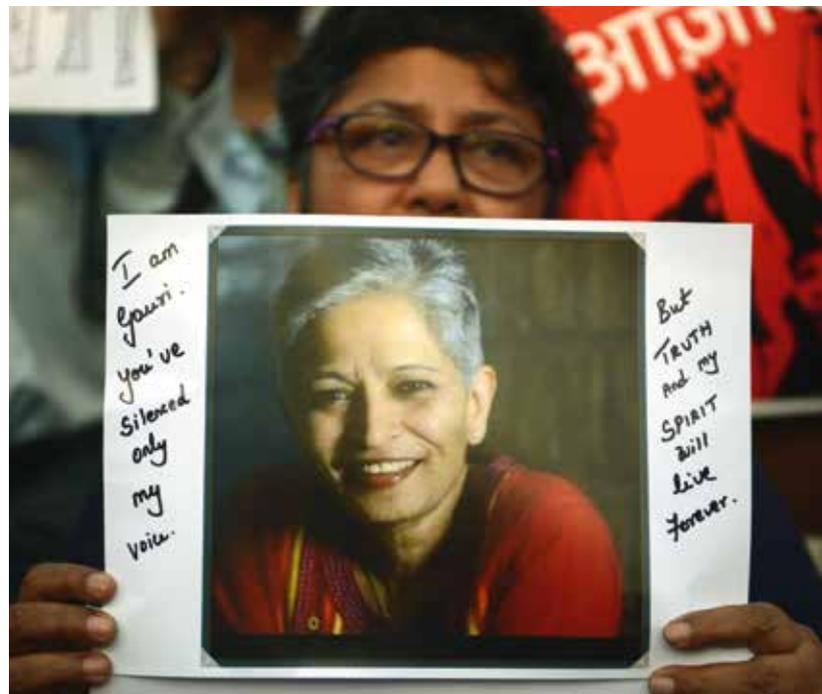
Quelques mois plus tard, la rédactrice en chef de l'hebdomadaire laïque et féministe *Gauri Lankesh Patrike*, **Gauri Lankesh**, [a été tuée](#) le 5 septembre à Bangalore, dans le sud de l'Inde. Fille du fondateur du journal, elle rentrait dans sa résidence lorsque deux hommes à moto l'ont abattue de deux balles dans la poitrine et d'une dans la tête. Son assassinat a ému tout le pays et suscité de nombreuses vagues d'inquiétudes quant à la liberté de la presse. Réputée pour son courage et son franc-parler, la journaliste de 55 ans se savait en danger. Elle affichait ouvertement ses positions contre le gouvernement nationaliste hindou affirmant que cette religion n'était « *pas une politique (...) mais un système de hiérarchie sociale dans lequel les femmes sont considérées comme une seconde classe* ».

En Inde, où la presse est régulièrement la cible de dénigrement, Gauri Lankesh avait été poursuivie quelques mois avant sa mort pour diffamation par deux responsables du Parti du Peuple indien (PJB) et condamnée à six mois de prison en première instance. « *J'espère que les journalistes en prendront note* », avait averti le responsable de la communication du BJP.



→ Mexico – 25 mars 2017.  
Manifestation après le meurtre de la journaliste Miroslava Breach.

© ALFREDO ESTRELLA / AFP



→ Mumbai – 6 septembre 2017.  
Marche condamnant l'assassinat de la journaliste Gauri Lankesh.

© PUNIT PARANJEPE / AFP

« Ces homicides sont des mises à mort préméditées », assure Abeer Saady, vice-présidente de l'Association internationale des femmes de radio et de télévision (IAWRT), et auteure du [manuel de sécurité](#) à l'attention des femmes journalistes<sup>1</sup>. « Les journalistes sont choisis et ciblés », ajoute-t-elle.

La rédaction de [Tolo News](#), une chaîne d'information en continu afghane dont la ligne éditoriale place la question des femmes au coeur de ses sujets, a été visée dans un [attentat](#) le 20 janvier 2016. Sept collaborateurs de la chaîne se trouvaient dans un minibus de la télé qui a été percuté par une voiture piégée sur la route de Dar ul-Aman, à l'ouest de la capitale afghane. Tous ont perdu la vie dans cette attaque revendiquée par les islamistes. Pour la première fois depuis la chute des Talibans en 2001, un média afghan est frappé de plein fouet.

...« il ne suffit pas d'être en zone de conflit pour que les journalistes soient abattus de sang froid »

Avant 2016, d'autres journalistes avaient déjà été tués pour les mêmes raisons. Le 15 décembre 2013, la présentatrice de télévision irakienne pour al-Mosuliya TV **Nawras Al-Nuaimi** a été [abattue](#) par des hommes armés près de chez elle, à Mossoul, où Al-Qaïda est particulièrement présent. Cette étudiante en journalisme qui travaillait sur des sujets féminins et la jeunesse était âgée de 20 ans. À l'époque, RSF s'était dite « abasourdie par ce meurtre ».

Enfin, le 23 décembre 2012, le journaliste reporter d'images **Dwijamani Singh** a été tué par la police qui avait ouvert le feu sur des manifestants venus soutenir une actrice victime de violences sexuelles, à Imphal, dans le nord-ouest de l'Inde.

Ces crimes prouvent qu' « il n'est pas nécessaire d'être en zone de conflit pour que les journalistes soient abattus de sang froid », estime [Abeer Saady](#). D'autant que ces inqualifiables assassinats sont commis dans une totale impunité.



→ Studios de la chaîne de télévision privée afghane Tolo News.

© Yosuf Mohseni

1. What If... Safety Handbook for women journalists, IAWRT, novembre 2017



→ Manifestation contre les violences envers les journalistes devant le bureau du Procureur Général de la République (PGR) à Tijuana, au nord-ouest de Mexico.

© GUILLERMO ARIAS / AFP

## DES ASSASSINATS COMMIS EN TOUTE IMPUNITÉ

7

**En Irak**, aucune enquête n'a été ouverte après [le meurtre](#) de la jeune journaliste Nawras Al-Nuaimi. « *Ne pas donner de conséquences judiciaires à un crime contre un journaliste implique insidieusement d'encourager l'auteur à recommencer* », s'insurge RSF qui pointe du doigt « *l'échec des autorités locales et nationales à répondre à la campagne meurtrière contre les journalistes* ». [L'Afghanistan](#) est situé à la 120<sup>e</sup> place, et [l'Irak](#) à la 158<sup>e</sup>, sur 180 pays au [Classement mondial de la liberté de la presse](#) établi par notre organisation.

**Au Mexique**, les investigations pour retrouver les meurtriers de [Miroslava Breach](#) sont chaotiques. Après neuf mois de piétinements, les autorités du Chihuahua ont annoncé le 19 décembre 2017 la mort de Ramón Andrés Zavala, auteur matériel présumé de l'assassinat. Quelques jours plus tard, le 25 décembre, la police fédérale déclarait avoir arrêté Juan Carlos Moreno Ochoa, alias « El Larry », membre du groupe criminel Los Salazares, considéré, lui, comme l'auteur intellectuel de l'assassinat. Des avancées significatives mais largement insuffisantes pour la famille de Miroslava, persuadée que les autorités du Chihuahua sont impliquées dans la mort de la journaliste, et qui vient tout juste d'avoir accès au contenu du dossier judiciaire.

Plus de 95% des délits au [Mexique](#) restent impunis, d'après les chiffres de l'Institut mexicain pour la compétitivité<sup>2</sup>. Le pays figure à la 149<sup>ème</sup> position du [Classement de la liberté de la presse](#).

**En Inde**, situé à la 136<sup>ème</sup> place, le gouvernement a annoncé en 2017 la formation d'une équipe spéciale pour enquêter sur le meurtre de Gauri Lankesh, mais les coupables courent toujours. Quelques semaines après le drame, le gouvernement de l'État du Karnataka, où a eu lieu le crime, a affirmé que ses meurtriers avaient été identifiés tout en ajoutant qu'« aucune preuve n'existait quant à leur culpabilité ».

RSF exhorte les autorités indiennes à « *ne faire aucun compromis pour rendre justice à une reporter qui était sans compromis* », tout en appelant à mettre en place un plan d'action national de sécurité et de prévention des risques et des menaces à l'encontre des journalistes. Une requête restée sans réponse jusqu'à aujourd'hui.

« *Ces meurtres envoient un message aux autres journalistes pour les décourager à faire leur travail. C'est de l'intimidation* », dénonce Abeer Saady. « *Quand ils ne sont pas tués, ils sont parfois emprisonnés ou agressés* », ajoute la reporter égyptienne.

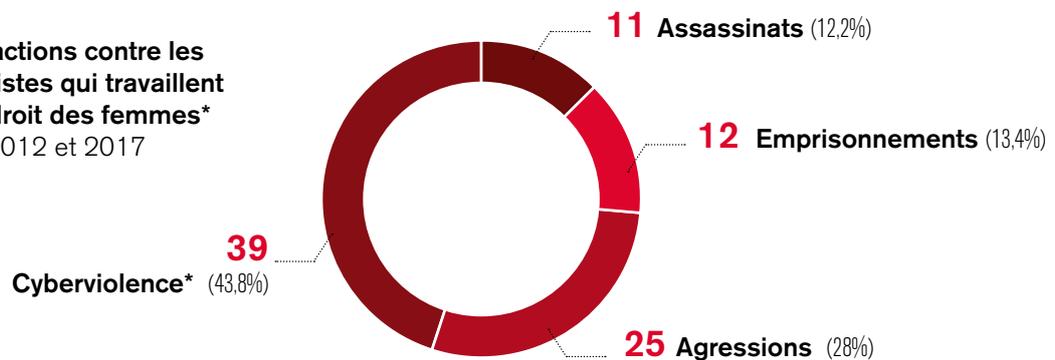
2. Índice Global de Impunidad de México 2016 vía UDLAP

# 2

## PALETTES D'EXACTIONS POUR FAIRE TAIRE LES JOURNALISTES

### EN CHIFFRES

Les exactions contre les journalistes qui travaillent sur le droit des femmes\*  
\*entre 2012 et 2017



RSF a dénombré une vingtaine de cas d'agressions, qu'elles soient verbales, physiques ou sexuelles, sur les huit dernières années. « *Nous allons te couper* », avait-on lancé par téléphone en 2010 à la journaliste libérienne qui écrit sur les mutilations génitales **Mae Azango**. De son côté, le reporter du quotidien *Kalakaumudi* **Sajeev Gopalan** a [été attaqué](#) en avril 2017 à son domicile par des policiers pour avoir écrit sur deux jeunes filles violentées par la police.

En Égypte, durant la révolution, alors que les agressions sexuelles étaient particulièrement répandues durant la révolution, « *les proies étaient minutieusement choisies, généralement des militantes ou des journalistes femmes qu'on cherche à faire taire* », estime Abeer Saady, ancienne vice-présidente du syndicat des journalistes dans le pays

Dans ce climat particulièrement agressif, la reporter britannique **Natasha Smith**, 22 ans, a été violée place Tahrir, en novembre 2012 alors qu'elle réalisait un documentaire sur les droits des femmes pour son projet de fin d'études à l'université Falmouth de Cornwall au Royaume-Uni pour Channel 4. « *J'ai été ballotée comme de la viande fraîche au milieu de lions affamés, raconte-t-elle. Ils ont commencé à arracher mes vêtements. J'ai été mise à nu. Leur appétit insatiable de me faire du mal s'est accru. Ces hommes [...] étaient devenus des animaux.* »

## PORTRAIT

### ELENA MILASHINA, UNE MENACE DE MORT SUR LA TÊTE

Certains l'appellent l'héritière d'[Anna Politkovskaïa](#). Quand la journaliste d'investigation russe, qui s'est fait un nom en publiant des enquêtes sur les violations des droits humains lors de la guerre en Tchétchénie, dans le Caucase du nord, est assassinée en 2006, beaucoup de ses pairs décident de rester en retrait et d'éviter les sujets sensibles. Pas Elena Milashina. « *Ecrire sur les fleurs ne m'a jamais intéressé. Je veux être utile et trouver ce qui ne vas pas, c'est dans ma nature* », affirmait-elle à l'époque. La journaliste russe de [Novaiya Gazeta](#) décide alors de poursuivre les enquêtes de son amie et consœur défunte. Elle a notamment publié une enquête sur le meurtre de [Natalia Estemirova](#), collègue et militante des droits de l'homme basée à Grozny, en Tchétchénie et retrouvée morte en Ingouchie voisine.

En avril et mai 2015, Elena Milashina s'est rendue en Tchétchénie pour enquêter sur l'histoire d'une jeune fille de 17 ans forcée de se marier au chef de la police tchéchéne de trente ans son aîné. Dans son article, elle révèle que le futur marié, un proche du dirigeant tchéchéne Ramzan Kadyrov, a déjà une épouse et avait menacé la famille de la jeune fille si celle-ci refusait la proposition. Malgré la mobilisation des associations de droit de l'homme pour demander au Kremlin d'intervenir, l'union a finalement bien eu lieu. De son côté, la police tchéchéne a prévenu Elena Milashina : « *on t'a à l'œil* ».

Quelques jours après le mariage, une agence de presse en ligne Grozny-Info, fondée par le ministère tchéchéne de l'Information, publie un éditorial intitulé « Les États-Unis déplacent leurs pions », en faisant allusion à Elena Milashina. « *Si l'on devait fouiller dans la biographie de Milashina, on trouverait des points communs avec Politkovskaïa. Elles utilisent la même tactique, elle devrait très probablement finir comme elle, sauf que cette fois-ci cela ne viendra pas du Caucase* », est-il écrit.

Elena Milashina a déjà été menacée par le passé pour avoir [dénoncé](#) de nombreuses violations des droits de l'homme commises par le dirigeant pro-Kremlin de Tchétchénie. Elle est la première à avoir écrit sur la purge des homosexuels en Tchétchénie, ce qui l'a contraint à quitter la Russie pendant quelques semaines pour sa sécurité. Mais elle est rapidement retournée sur le terrain tchéchéne.



Elena Milashina



→  
Moscou, juillet 2009.  
Marche en l'honneur  
de l'activiste des droits  
humains russe Natalya  
Estemirova, assassinée en  
Ingouchie.

## DES MENACES « PARTICULIÈREMENT VIRULENTES » SUR INTERNET

Les commentaires agressifs pleuvent également sur les réseaux sociaux. « *On m'a traitée de pute, de salope et de 'presstitute' (terme répandu en Inde pour insulter les journalistes obtenu en contractant les mots anglais « press » et « prostitute »)* », raconte la journaliste indienne **Barkha Dutt**, qui s'est retrouvée trollée à la suite de la publication de son livre *This Unquiet Land - Stories from India's Fault Lines* (2015), dans lequel elle évoque les abus dont elle a été victime étant enfant et adolescente. « *Mon numéro de téléphone portable a été partagé publiquement sur plusieurs plateformes en ligne pour inciter les gens à m'envoyer des insultes* »<sup>1</sup>, raconte-t-elle dans le quotidien *Hindustan Times* qui consacre une série au cyberharcèlement, intitulée « [Let's talk about trolls](#) » pour dénoncer ce phénomène.



→ La présentatrice de talkshow télévisé Oprah Winfrey aux côtés de la journaliste indienne Barkha Dutt, lors du DSC Jaipur Literature Festival à Jaipur le 22 janvier 2012.

© Prakash SINGH / AFP

Comment une journaliste chevronnée, élue personnalité de l'année en 2012 par ses pairs, a-t-elle pu se retrouver menacée de viol et de mort sur le Net ? « *Les réseaux sociaux génèrent un sentiment de toute puissance pour les internautes* », affirme Bobby Ghosh, rédacteur en chef du *Hindustan Times* jusqu'en 2017. « Ces derniers s'autorisent à agir d'une certaine manière alors qu'ils n'oseraient pas le faire, ou n'y penseraient même pas, dans le monde non-digital », poursuit-il.

Au total, RSF a répertorié 39 cas de cyberviolence, soit 43% des cas collectés dans le cadre de cette étude. Il s'agit de l'exaction la plus fréquente subie par les journalistes traitant de la cause féminine. Ce fléau est un phénomène qui n'a aucune frontière, qui touche les pays pauvres tout comme les plus démocratiques. RSF a repéré de nombreux cas en Inde, aux États-Unis et France.

La totalité des attaques, en ligne recensées dans ce rapport, contre des reporters qui enquêtent sur la condition féminine ciblent des femmes. Une tendance qui semble se confirmer au vue de l'enquête du think tank Demos menée au Royaume-Uni en 2014. Cette étude révèle que les journalistes femmes reçoivent environ trois fois plus de commentaires déplacés que leurs confrères.

1. Let's Talk About Trolls | Online abuse a weapon to silence women: Barkha Dutt, 12 mai 2017

« Il est aussi important de relever la violence contenue dans ces messages », ajoute Elisa Lees Munoz, directrice exécutive de la fondation internationale de la femme dans les médias ([IWME](#)). Au Canada, la blogueuse réputée pour ses critiques sur la représentation de la femme dans les jeux vidéo, **Anita Sarkeesian** a été victime d'une campagne haineuse en juillet 2012. Menaces de mort, de viol, des insultes sexistes. « La plupart des menaces et des insultes à l'égard des femmes sont à caractère sexuel », poursuit Abeer Saady, qui note « qu'elles servent juste à piétiner la femme ».



Anita Sarkeesian  
©Youtube / Feminist frequency

Anita Sarkeesian a reçu de nombreux dessins pornographiques la représentant violée par des personnages de jeux vidéo. Mais le pire reste sans doute le jeu Flash qui a été créé dans l'unique but de la tabasser virtuellement. Elle a fini par porter plainte et a été contrainte de fuir son domicile. « La communauté des jeux vidéo, tout comme celles des geeks en général, est vraiment sexiste », a réagi la blogueuse française **Mar\_Lard** dans [un article](#). Ces propos lui ont valu de nouveau des insultes et des menaces en retour...

Parfois, les menaces sont particulièrement directes et précises. En France, la journaliste Nadia Daam a fait l'objet en novembre 2017 d'une [campagne de cyber-harcèlement](#) orchestrée par des trolls œuvrant sur le « Forum Blabla 18-25 ans » du site internet Jeuxvideo.com. Pour avoir dénoncé le sabotage du numéro de téléphone anti-relous, destiné à aider les femmes victimes de harcèlement, dans sa chronique matinale sur Europe 1, la journaliste a été inondée d'insultes, de menaces de mort et de viol sur les réseaux sociaux, ses boîtes mail et son téléphone portable.



Nadia Daam  
© DR

Nadia Daam a également constaté des tentatives de piratage de ses messageries et de ses comptes sur les réseaux sociaux. Des mails lui ont notifié son inscription sur des sites pornographiques et pédophiles, indiquant l'adresse de son domicile personnel. En accédant à des espaces de conversation privés sur l'application Discord, prise par cette même communauté, la chroniqueuse a découvert des informations glanées à son sujet : l'un d'entre eux expliquait avoir fait des repérages dans le quartier où elle habite, quand un autre évoquait la possibilité de « violer son cadavre » ou citait nommément sa fille. Quelqu'un est venu tambouriner à sa porte en pleine nuit... Face à des menaces si concrètes, la police lui a conseillé de quitter son domicile pendant quelques jours.

... la journaliste a été inondée d'insultes, de menaces de mort et de viol...

RSF s'inquiète de voir le cyber-harcèlement utilisé comme moyen de pression pour faire taire les journalistes. « Ces cabales en ligne, qui profitent de la viralité des réseaux sociaux, constituent aujourd'hui une menace pour les journalistes à prendre très au sérieux », ajoute l'ONG.

Si sur le Web, les harceleurs peuvent facilement se cacher derrière des pseudos et se noyer dans la foule des internautes. Sur le terrain, les prédateurs des femmes et des journalistes sont plus facilement identifiables. Les groupes religieux, mafieux et des gouvernements autoritaires sont souvent en première ligne pour pourfendre les journalistes dès lors que ces derniers enquêtent sur les droits des femmes.

→ [www.hindustantimes.com](http://www.hindustantimes.com)  
« Parlons des trolls | Cyber harcèlement, une arme pour faire taire les femmes : Barkha Dutt »

© Rahul Krishnan



# 3

## PRÉDATEURS DES FEMMES ET DE L'INFORMATION

### LES ISLAMISTES RADICAUX

« Dans beaucoup de pays, les journalistes reçoivent des menaces de l'État islamique », commente la présentatrice d'une émission de débat en Arabie saoudite, **Nadine Albudair**, réputée pour ses positions féministes et son style direct. « Les islamistes nous accusent toujours des mêmes maux, poursuit-elle. Ceux de défendre une vision occidentale de la société et de la femme ».

Quand les Taliban ont pris le contrôle de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan en septembre 2015, les islamistes ont pillé les locaux de la [radio Shaista](#), première radio d'état gérée par des femmes. Les combattants ont saccagé tout le matériel dans les studios et dans la rédaction. Micros coupés, la station a dû cesser d'émettre.

La cible était mûrement choisie : la radio a été créée dans le but d' « encourager les femmes à changer de vie et de leur permettre de défendre leurs droits », selon la directrice **Zarghona Hassan**. Elle donnait la parole aux Afghanes qui étudient, à celles qui veulent devenir pilotes, et aussi aux mères des combattants taliban qui appellent leurs fils à ne pas se battre.

Heureusement, l'attaque n'a fait aucune victime car le bâtiment était vide. En revanche, la rédaction de Tolo TV, basée à Kaboul, n'a pas eu cette chance. Le 20 janvier 2016, sept employés de la chaîne étaient tués dans un attentat revendiqué par les Taliban. Une fois encore, l'objectif était clairement établi : les Taliban avaient, quatre mois plus tôt, critiqué la rédaction pour la couverture de ses sujets féminins, et qualifié la chaîne de « cible militaire ». Tous ses reporters et associés « seront considérés comme du personnel ennemi, tous leurs centres, bureaux et équipes de terrain [...] seront éliminés », indiquait le communiqué des Taliban daté du 12 octobre 2015.

« Les insurgés islamistes veulent faire taire les médias parce qu'ils les considèrent comme une menace pour leurs stratégies de propagande », dénonce Farida Nekzad, directrice du centre afghan pour le soutien des femmes journalistes ([CPAWJ](#)), créé en mars 2017 à l'initiative de RSF. Avec cette attaque, 2016 s'illustre tristement comme l'année la plus meurtrière pour les médias qui traitent de la question féminine, regrette RSF.

Faire du terrain est devenu [un réel défi](#) et ces femmes reporters sont confrontées à la violence verbale et physique dans la rue - mais aussi sur leur lieu de travail - bien plus que leurs confrères, confirme Farida Nekzad, directrice du CPAWJ, qui regrette le manque d'études chiffrées gouvernementales sur cette question si importante.

Ce climat d'insécurité se retrouve dans tous les pays gangrenés par les groupes islamistes. « Avant la montée du radicalisme, la parole était bien plus libre, affirme la Saoudienne Nadine Albudair. Ce sont les Frères musulmans qui ont créé cette vague

2016 s'illustre tristement comme l'année la plus meurtrière pour les médias qui traitent de la question féminine



→ Logo of the Center for the protection of Afghan women journalists (CPAWJ)

© CPAWJ

de misogynie dans mon pays par exemple. Ils l'ont intégrée dans le mouvement salafiste et le résultat est catastrophique : ils ont lavé le cerveau de la jeunesse arabe ces dernières décennies et créé une génération d'hommes qui veut détruire la femme. Et même la rayer de la carte. Ils veulent complètement la contrôler et ils sont prêts à tout », poursuit la journaliste.

En Irak, par exemple, la productrice de télévision kurde yazidie **Nareen Shammo** a été contrainte de quitter le pays en 2015 à la suite de la publication de ses sujets sur les agressions sexuelles et les viols organisés par Daesh contre sa communauté.

À cela vient aussi s'ajouter la sécurité des témoins et des sources. « Une immense responsabilité », affirme la grand reporter au journal Le Monde Annick Cojean, qui a publié de nombreux [articles](#) sur le [viol de guerre](#). « On tisse des liens étroits, les femmes se confient peu à peu sur cet événement - ce séisme - qui a bouleversé leur vie et qu'elles n'ont relaté quasiment à personne, parfois ni à leur mère, ni à leur mari ; et puis on repart avec leur précieux témoignage, conscientes de ce cadeau qu'elles nous ont fait et surtout de l'enjeu. Mais nous sommes appelées à traiter d'autres sujets de l'actualité, tandis qu'elles restent là, lésées de leurs tourments et de leurs douleurs, avec parfois le risque de mourir pour avoir ébruité leur secret, commente-t-elle. Il est donc primordial de préserver leur identité car elles remettent leur vie entre nos mains ».

« J'avais trop peur pour ces femmes; je pensais que c'était trop risqué pour leur vie. »

Ainsi, quand sa consœur Manon Loizeau lui a proposé de co-signer un documentaire sur le viol en Syrie (« [Le Cri Etouffé](#) », 2017), Annick Cojean s'est montrée dans un premier temps réticente : « J'avais trop peur pour ces femmes; je pensais que c'était trop risqué pour leur vie, et que la télévision, incapable de préserver leur identité, les exposerait à des représailles », explique-t-elle. Mais la réalisatrice finit par la convaincre en lui présentant tous les moyens de protéger l'anonymat : témoigner voilée, floutée ou encore dans l'ombre. Il s'est avéré que plusieurs femmes, brisées par leur histoire et conscientes de « n'avoir plus rien à perdre », ont demandé à parler face caméra.

Malgré cela, la décision a été prise de déplacer les Syriennes interviewées quelques jours avant la diffusion du film, en France et en Suisse, par mesure de sécurité. « On ne pouvait prendre aucun risque », lâche Annick Cojean. « La protection des témoins et des sources est essentielle dans le travail du journaliste, surenchérit Abeer Saady, spécialiste des questions de sécurité pour les journalistes femmes. Aucune grande cause ne mérite qu'on mette les gens en danger ».

Dans les zones de guerre, ce sont généralement les journalistes femmes qui se penchent sur les sujets féminins. « Auparavant, les conflits étaient généralement couverts par des reporters hommes qui n'avaient même pas l'idée de s'intéresser et de se tourner à la situation des femmes en temps de guerre », poursuit Annick Cojean qui reconnaît que les portes sont plus difficiles à ouvrir sur le terrain pour les confrères. « Ils me racontent que rencontrer des femmes et obtenir leurs témoignages est souvent impossible car elles ne sont pas toujours autorisées à parler avec des étrangers ».

D'où l'importance d'envoyer des femmes sur les terrains difficiles pour nous montrer la guerre sous un angle féminin. « Jusqu'à présent,



→  
Kaboul, Afghanistan, 24 mai 2017.  
Camerawoman du programme matinal de Zan TV, la nouvelle chaîne afghane pour les femmes.

*une partie de la population échappait au radar des médias ou était mal décrite. La donne change et c'est tant mieux. Mais cela doit être une attention constante, commente-t-elle. On a souvent tendance à dire que les sujets féminins sont une niche mais ils concernent une personne sur deux ! »*

Au sein même de pays, considérés comme de grandes démocraties, enquêter sur la condition des femmes peut s'avérer dangereux pour les journalistes. Aux États-Unis par exemple, traiter de la question de l'avortement n'est pas sans risque pour les reporters.



→ Activistes « pro-life » devant la Cour Suprême des Etats-Unis à Washington DC le 22 janvier 2017.

© JIM WATSON / AFP



→ Les activistes « pro-life » manifestent contre la loi de 1973 qui autorise l'avortement, devant la Cour Suprême des Etats-Unis lors de la 44e Marche pour la vie - Washington DC, janvier 2017.

© ZACH GIBSON / AFP

## LES PRO-LIFE

Selon une [étude](#) intitulée « Des enjeux si élevés : entretiens avec des journalistes travaillant sur l'avortement », publiée en août 2017 dans la revue médicale *Contraception*, plus de 80% des personnes interrogées « ont déclaré avoir été victimes de harcèlement de la part des antis », à la suite de leur enquête sur cette thématique.

Si certains ont reçus de « vilains tweets », d'autres font état de « menaces de mort » et d'expériences traumatisantes : « *Les antis [-avortement] ont tweeté l'adresse de ma maison. J'étais pétrifiée* », raconte dans le rapport Brenna, une journaliste de 41 ans. A son image, la plupart des rédacteurs qui ont dû faire face à des menaces se sont d'abord dit « dévastés » puis « accablés » avant de comprendre que cela faisait partie intégrante de la couverture du sujet. Reste que ce niveau de violence « surprend leurs rédacteurs en chef », précise le rapport.

La pigiste américaine [spécialiste du sujet](#) **Robin Marty** confirme : « *Nous recevons des mails de gens qui nous disent d'aller brûler en enfer, parfois on reçoit des objets chez nous ou au bureau, énumère-t-elle avant d'ajouter : « Le plus gros problème pour moi, c'est d'être inondée de photos de foetus en sang sur mes comptes Facebook et Twitter ».*

« Les antis [-avortement] ont tweeté l'adresse de ma maison. J'étais pétrifiée »

Si l'avortement est légal depuis 1973, le pays a toujours été très divisé sur cette problématique « *entre les religieux d'un côté et les athées de l'autre* », précise Robin Marty. « *Sauf que ceux qui ne se revendiquent d'aucune religion sont de plus en plus nombreux, ce qui inquiète les croyants, souvent plus vieux et localisés dans les zones rurales* », ajoute Robyn Marty. En 2017, 57% des Américains étaient en faveur de l'avortement tandis que 40% s'y opposait, selon une étude menée par le Pew Research center<sup>2</sup>.

« *Mais ce sont ces derniers qui ont le plus d'influence sur les politiques* », poursuit-elle. Depuis son arrivée à la Maison blanche, Donald Trump a multiplié les décrets anti-avortement, le premier a permis d'interdire le transfert d'argent public à toute clinique qui pratiquerait des IVG, le second a rétabli une loi bloquant le financement d'ONG internationales soutenant l'avortement. « *Nos politiciens chrétiens ou fondamentalistes ne plaident pas en faveur du droit des femmes. Ils pensent que le pays se porterait mieux si les femmes restaient à la maison avec leurs enfants* », commente Robin Marty. Derrière cette lutte pour restreindre la loi se trouvent les lobbys pro-Life, particulièrement vigilants aux publications qui défendent le droit à l'interruption volontaire de grossesse.

Basée à Minneapolis, la journaliste a subi des pressions de la part du Pro-Life Action league, ces anti qui ont émergé dans les années 1980 en organisant des actions pour bloquer les cliniques afin qu'elles ne puissent pas ouvrir, dont certaines ont dégénéré et certaines personnes ont trouvé la mort. « *Je n'y ai pas vraiment prêté attention car je passe beaucoup de temps du côté des anti-avortement. Je sais qu'ils n'ont pas d'intérêt à devenir violents avec moi car même s'ils savent que je ne partage pas leurs convictions, ils sont ravis d'avoir une couverture médiatique* ».

Reste que la parole des journalistes qui défendent la cause des femmes n'est pas seulement menacée par les groupes fondamentalistes.

## LES ORGANISATIONS CRIMINELLES

Le Chihuahua est réputé pour être particulièrement hostile aux médias qui s'intéressent au millier de femmes assassinées depuis les années 1990. « *Qu'ils soient de presse écrite, de radio ou de télévision, la quasi-totalité des journalistes de cet État a reçu des menaces de mort dans le cadre de leur travail. Ceux qui ne le sont pas collaborent de force avec le crime organisé*, tranche le journaliste Ricardo Aleman<sup>3</sup>. « *En clair, ils doivent choisir entre la plume ou le plomb* ».

**Patricia Mayorga, Marta Duran de Huerta** et **Lydia Cacho** ont choisi d'enquêter librement sur les féminicides de Ciudad Juarez. Résultat : elles font, ou ont fait, l'objet de menaces. « *A chaque fois, ils font comprendre aux reporters qu'ils savent tout sur eux : où ils vivent, où ils travaillent, qui sont ses proches...* », poursuit l'éditorialiste rompu à plus de 25 ans de métier. Avant d'ajouter : « *depuis quelques mois, les journalistes ne dénoncent même plus ce genre de pressions, ils préfèrent faire profil bas et opter pour l'autocensure* ».

...la quasi-totalité des journalistes de cet État a reçu des menaces de mort dans le cadre de leur travail.

Sur la scène du crime commis contre la journaliste mexicaine **Mirosava Breach**, une note a été retrouvée : « *Espèce de mouchard gouverneur, vous êtes le prochain - Le 80.* » Cette signature à deux chiffres désigne, selon la police de l'État du Chihuahua, le chef d'un gang criminel associé à un syndicat du crime organisé connu sous le nom de La Línea, qui opère dans cet État du nord-ouest.

2. Public Opinion on Abortion, Pew Research Center - Juillet 2017

3. « Chihuahua : « pluma o plomo » a los periodistas, Mileno, 4 avril 2017.



→ L'écrivain et journaliste mexicaine Lydia Cacho a enquêté sur les féminicides de Ciudad Juarez au Mexique.

© DOMINIQUE FAGET/ AFP

« Les territoires contrôlés par la mafia s'apparentent à de réelles zones de guerre », estime Abeer Saady. Le Mexique est le pays le plus dangereux d'Amérique latine pour les journalistes et le deuxième à l'échelle mondiale, avec des niveaux de violence comparables à la Syrie et à l'Irak, indique le [bilan RSF](#) de 2017<sup>4</sup>.

Avant sa fermeture, Norte de Ciudad Juarez pour lequel travaillait la journaliste assassinée Miroslava Breach, avait largement couvert les féminicides de cette ville frontalière des États-Unis en pointant du doigt « l'impunité qui règne contre les reporters ». Aujourd'hui, plus personne ne se risque à traiter les sujets en relation avec les cartels car « *un seul mot prédomine : la peur* », commente Ricardo Aleman.

Lors de la visite du président Enrique Peña Nieto à Paris en juillet 2017, RSF l'a appelé à faire pression sur les gouvernements des États les plus dangereux, dont le Chihuahua, pour endiguer cette violence et créer à l'intérieur de la CEAV ([Commission Exécutive d'attention aux Victimes](#)), un service spécial dédié aux journalistes victimes d'agressions dans le cadre de leur travail.

« Les médias du Chihuahua se retrouvent au cœur d'un système pervers entre la persécution dont ils font l'objet par les groupes criminels et l'animosité du gouverneur de l'État Javier Corral à l'encontre la profession », ajoute l'éditorialiste mexicain. Les politiques aussi sont nombreux à ne pas souhaiter que les journalistes communiquent sur le droit des femmes.

« un seul mot  
prédomine :  
la peur »

4. <https://rsf.org/fr/bilan-des-journalistes-tues-detenus-otages-et-disparus-dans-le-monde-en-2017>

# 4

## LES RÉGIMES AUTORITAIRES

### HARCÈLEMENT JUDICIAIRE : LE CAS DE L'IRAN

En 2014, RSF qualifiait l'Iran de plus grande prison au monde pour les femmes journalistes. Cette année-là, **Atena Farghadani** publiait sur son compte Facebook un dessin illustrant les membres du parlement iranien avec des têtes d'animaux. Elle entendait ainsi dénoncer deux projets de loi, le premier pénalisant la contraception et la stérilisation volontaire, et le second renforçant les droits du mari dans les procédures de divorce. Conséquence : trois mois de prison pour un croquis.

Après sa libération, la dessinatrice de 29 ans a mis en lumière les conditions de détention en relatant la maltraitance des gardiennes de prison dans une vidéo publiée sur YouTube. Elle a alors écopé d'une nouvelle peine de 12 ans, qui a été commuée en 2016 à 18 mois de prison assortie de quatre ans de mise à l'épreuve.

De nombreuses journalistes féministes sont passées par les geôles iraniennes. RSF peut citer par exemple **Mansoureh Shojaii**, dont la plume ne cesse depuis plus de 17 ans de dénoncer les discriminations et les exactions commises contre les femmes. Elle est notamment l'une des fondatrices de la campagne « One million signatures » destinée à réformer la législation du pays pour mettre fin aux discriminations à l'encontre des Iraniennes.

→

« Un million de signatures pour changer la loi » : slogan accompagnant les symboles féminin et masculin. Téhéran - août 2007.

© BEHROUZ MEHRI/ AFP





Narges Mohammadi  
© BEHROUZ MEHRI / AFP

**Mansoureh Shojaii vit en exil mais son combat se poursuit, en dépit des menaces et du harcèlement judiciaire**

Sa [dernière interpellation](#) remonte au 24 décembre 2009, alors qu'elle est accusée de « publicité contre le régime via une collaboration avec les différents sites féministes ». Depuis août 2010, année où RSF lui a décerné le Prix du net-citoyen, Mansoureh Shojaii vit en exil mais son combat se poursuit, en dépit des menaces et du harcèlement judiciaire dont elle fait encore l'objet. Avec le prix Nobel Shirin Ebadi, elle a ainsi lancé l'an dernier le « Comité pour la défense des mères emprisonnées en Iran » afin de défendre ses dernières, nombreuses dans les geôles iraniennes. Parmi elles, la journaliste et militante des droits humains **Narges Mohammadi** a entamé en mars 2017 une peine de 10 ans de prison, après avoir purgé une première peine de six ans.

Mansoureh Shojaii collabore également aussi au site d'informations de référence pour le droit des femmes en Iran, qui se prénomme l'École féministe. Sa fondatrice [Noushin Ahmadi Khorasani](#), qui aspire à adapter la loi islamique à la vie moderne, a également été emprisonnée à plusieurs reprises pour ses nombreux articles sur le site. Le 9 juin 2012, elle a notamment été condamnée à un an de prison avec sursis et cinq ans de probation.

« Ces condamnations et ces périodes probatoires instaurent un climat de peur pour réduire les journalistes au silence et à l'autocensure », s'indigne RSF qui a comptabilisé au total 12 journalistes qui ont été emprisonnés, ou qui le sont encore, pour leur travail sur le droit des femmes (13%). Quatre pays sont particulièrement concernés par cette pratique honteuse et arbitraires : l'Égypte, l'Iran, le Pakistan et la Somalie.

## PORTRAIT



Jila Bani Yaghoob  
©JILA BANİYAGHOOB  
(TWITTER)

### **Silence imposé jusqu'en 2040 pour la journaliste et blogueuse iranienne Jila Bani Yaghoob**

Rien n'arrête la journaliste iranienne féministe [Jila Bani Yaghoob](#). Pas même la prison. Celle qui compte à son actif pas moins de 4000 articles sur la discrimination, la scolarisation des femmes et la prostitution, a été [arrêtée](#) à plusieurs reprises : en 2006, à la suite d'un rassemblement féministe devant l'université de Téhéran ; en 2007, lorsqu'elle couvre le procès de militants pour le droit des femmes ; et en 2008, pour « troubles à l'ordre public » après une manifestation féministe.

Pourtant, la cyber-dissidente continue d'écrire sur le droit des femmes. En 2007, elle rédige notamment un livre sur sa période de détention dans la prison d'Evin, où elle est interrogée les yeux bandés dans la fameuse section 209, réservée aux détenus politiques. L'ouvrage est publié à l'étranger.

Quand Jila Bani Yaghoob n'est pas en prison, la journaliste doit également faire face aux campagnes de harcèlement. Pourtant, elle continue d'écrire pour le site dont elle est rédactrice en chef, *Kanoon Zanan Irani (Focus on Iranian Women)*, spécialisé dans les sujets féminins.

Le 20 juin 2009, suite à l'élection contestée de Mahmoud Ahmadinejad, son domicile fait l'objet d'une perquisition par des agents du renseignement. Elle est alors interpellée avec son mari **Bahaman Ahamadi Amoe**, également rédacteur dans un journal économique. Elle est libérée le 24 août contre le versement d'une caution dans l'attente de son jugement, son époux est, lui, [condamné](#) à cinq ans de prison pour ses articles critiques à l'égard du gouvernement. Elle est finalement condamnée, le 22 octobre 2010, à un an de prison ferme et trente ans d'interdiction d'exercer le métier de journaliste pour « propagande contre le système » et « insultes envers le président », une peine exécutée en 2012 et 2013.

Même pendant cette période, elle continue d'écrire, à son mari cette fois-ci. Incarcérée dans une minuscule cellule individuelle et régulièrement interrogée, elle lui fait parvenir des lettres par un intermédiaire pour combler ces quatre années de séparation. Ces lettres rendues publiques sont un geste fort dans un pays où la morale religieuse impose un tabou vis-à-vis de l'intime.

En raison du silence imposé par Téhéran, la journaliste primée de nombreuses fois, et notamment en 2010 par RSF, écrit désormais sur l'Afghanistan, où elle effectue de nombreux voyages. Elle garde toutefois son sujet de prédilection : les femmes.

## BLACK-OUT GOUVERNEMENTAL

**En Somalie**, le gouvernement impose un black-out total sur les sujets liés à la condition féminine, et plus particulièrement sur les violences sexuelles. « *Chaque jour, nous rencontrons des femmes violées, mais nous ne pouvons pas en parler parce que nous nous souvenons de ce que nous a fait subir le gouvernement somalien* », affirmait le propriétaire de la radio Shabelle **Abdimalik Yusuf**. En 2013, **Bashir Hashir**, un des reporters de la radio a filmé le témoignage d'une femme de 19 ans qui se dit victime de viol. Elle-même journaliste pour une radio de l'ONU Kasma, elle accusait deux confrères de la radio gouvernementale Radio Magadishu de l'avoir agressée sexuellement avec une arme. A la suite de ces révélations, ces derniers ont porté plainte pour diffamation.

Bashir Hashir est alors arrêté, ainsi que son rédacteur en chef Abdimalik Yusuf et la journaliste qui a porté plainte. A l'issue d'un procès éclair de trois heures trente à Mogadiscio le 9 décembre 2013, le premier est condamné à six mois de prison pour « diffamation » et le deuxième à un an de prison ferme pour « insultes aux institutions ». La journaliste, elle, écope de six mois avec sursis. En revanche, les deux présumés auteurs du viol n'ont jamais été inculpés ni arrêtés par la police dans le cadre de cette affaire.

Au moment des faits, RSF s'était [indignée](#) de cette totale absence de liberté d'information alors qu'en novembre 2012, le président somalien de l'époque, Hassan Sheikh Mohamud, s'était engagé à tenir les forces de sécurité de l'État responsables des abus. « *Les autorités somaliennes sont plus occupées à étouffer les critiques à leur égard qu'à préserver la liberté d'expression* », avait déploré l'ONG.

« *Parler des agressions sexuelles en Somalie a toujours été un sujet sensible* », commente le reporter **Abdiaziz Abdinur Ibrahim**, qui a connu [le même sort](#) après avoir interviewé une victime de viol. Cette dernière accusait des militaires somaliens basés dans un camp de déplacés à Mogadiscio. Une fois encore, les accusés, des fonctionnaires de l'État, n'ont jamais été inquiétés tandis que le journaliste qui a dénoncé le crime a été arrêté, jugé et condamné à un an de prison pour fausses informations.

« *Le gouvernement m'a accusé de vouloir ternir sa réputation* », indique-t-il. Pendant sa détention, Abdiaziz pouvait écouter les informations grâce à une radio. « *Parfois, j'avais de l'espoir car le Premier ministre s'engageait sur la liberté de la presse, mais le Président se montrait intraitable sur mon dossier, me faisant perdre tout espoir* », a-t-il raconté dans la presse<sup>5</sup>. Après 66 jours de prison, Abdiaziz a pu être libéré en appel.

Pour l'experte en communication et genre Juana Gallego, « *la violence sexuelle contre les femmes reste un tabou à lever dans de nombreuses sociétés machistes qui utilisent cette arme pour les réduire au silence* », regrette-t-elle.

5. Journalists in Somalia are under attack for doing their job, The Guardian, 3 mai 2013

« Les autorités somaliennes sont plus occupées à étouffer les critiques à leur égard qu'à préserver la liberté d'expression »



→  
Abdimalik Yusuf,  
directeur de Radio  
Shabelle et Mohamed  
Bashir, journaliste, devant  
le tribunal à Mogadiscio  
le 9 décembre 2013.

© Mohamed ABDIWAHAB/ AFP

... la journaliste  
a été kidnappée  
sur l'une des  
artères les plus  
touristiques et  
sécurisées de  
Kampala.

**En Ouganda**, le gouvernement n'a pas non plus apprécié les critiques de **Gertrude Uwitware**, la journaliste de la principale télévision privée NTV. Sur son blog, elle avait pris la défense de l'universitaire Stella Nyanzi, qui avait rappelé le Président à sa promesse électorale de distribuer des serviettes hygiéniques dans les écoles. Dès la publication de son billet en avril 2017, la journaliste a été [kidnappée](#) sur l'une des artères les plus touristiques et sécurisées de Kampala. Sous la menace d'une arme, un homme et une femme l'ont forcée à monter dans leur véhicule et l'ont conduite, bâillonnée, dans une zone isolée à plusieurs kilomètres de Kampala.

Après l'avoir menacée d'actes de tortures, ils l'ont tondu et violemment battue. Ses bourreaux, qui ont mentionné l'article en question, l'ont ensuite forcée à effacer tous ses posts les réseaux sociaux jugés trop critiques. Gertrude Uwitware a eu la vie sauve car elle était « l'une des leurs », faisant référence, selon elle, à l'ethnie du Président. Sinon, ils lui auraient coupé la tête, lui ont affirmé ses ravisseurs. Les policiers l'ont retrouvée en vie vers minuit, dans un endroit isolé où elle avait été abandonnée.

**RSF** déplore que dans chaque cas, les forces gouvernementales sont pointées du doigt mais se retournent contre les journalistes pour couvrir leurs failles et leurs manquements. Plus étonnant encore, certains pays avancent sur le droit des femmes dans leurs textes de loi mais continuent de faire de ce sujet un tabou.

## DES AVANCÉES LÉGALES QUI RESTENT POURTANT TABOUES

**En Turquie**, le site d'information féministe, Şûjin (qui signifie en kurde grosse aiguille de couture), né début 2017, avait pour habitude de traiter des violences contre les femmes, jusqu'à sa fermeture le 25 août 2017 dans le cadre de l'état d'urgence.

« *Parce que Şûjin mettait l'accent sur les luttes des femmes, et mettait en lumière de nombreuses violences faites aux femmes, dans la vie familiale ou professionnelle (...), il a été pris pour cible et ses contributrices ont été menacées* », rapporte l'une d'entre elles, Beritan Elyakut.

Pourtant, ce sujet est reconnu comme un fléau national. [Depuis 2010](#), au moins 1 571 Turques ont été assassinées par des hommes parce qu'elles étaient des femmes<sup>6</sup>. Ankara semblait avoir pris ce problème à bras le corps en ratifiant en 2011 la convention contre la violence à l'égard des femmes du Conseil de l'Europe. L'année d'après, les autorités ont adapté la législation pour que cette loi s'applique à toutes les femmes (mariées, divorcées ou célibataires).

« *En matière de lutte contre les violences faites aux femmes, nous avons de bonnes lois mais c'est leur mise en pratique qui bloque* », se désole Hülya Gülbahar, avocate spécialisée dans la défense des droits des femmes. Les propos de Recep Tayyip Erdogan sur l'égalité des sexes qu'il a qualifié, en 2014, de « contre-nature » donnent une idée de l'intérêt réel du gouvernement sur cette question.

Alors que la Turquie s'enfonce dans [une spirale répressive](#) sans précédent depuis le coup d'état raté du 15 juillet 2016, la censure atteint des niveaux inédits et le sujet des violences faites aux femmes ne fait pas exception. RSF exhorte Ankara à mettre un terme à cette fuite en avant et à restaurer le pluralisme au plus vite.

Mais la place de la femme divise également la société. Avant même l'arrêt de Şûjin, la rédaction a été régulièrement menacée par téléphone par des hommes mis en cause sur le site pour violences conjugales, abus sexuels contre des femmes ou des mineurs. En juillet 2017, elles comptabilisaient des dizaines d'appels de menaces de mort. « *Nous dévoilons les responsables de ces agressions, quelles que soient leurs identités. C'est bien pour ça qu'ils nous menacent* », déclarait à l'époque la journaliste du site, Sibel Yüklér. Les contributrices de Şûjin poursuivent désormais leurs activités sur le site Jinnews.com.tr.

Depuis 2010, au moins 1 571 turques ont été assassinées parce qu'elles étaient des femmes.



→ Manifestation de Reporters sans frontières devant l'ambassade de Turquie le 5 janvier 2018, pour réclamer la libération des journalistes turcs injustement emprisonnés.

© RSF

6. Données sur les féminicides de l'agence de presse turque indépendante Bianet.org <http://bianet.org/english/gender/134394-bianet-is-monitoring-male-violence>



→  
 Manifestation de Reporters sans frontières le 24 octobre 2017 place de la Concorde à Paris, contre la censure et la maltraitance des journalistes et médias égyptiens qui continuent de s'aggraver.

© RSF

**En Egypte**, la présentatrice **Doaa Salah** a été condamnée à trois ans de prison et une amende de 10 000 livres égyptiennes (environ 500 euros) en novembre 2017 pour avoir évoqué le sujet des mères célibataires pendant son émission 'With Dody' diffusée quatre mois plus tôt sur la chaîne privée Al-Nahar. Son « crime » : « incitation à la débauche ». Pendant le talk-show, la journaliste affublée d'un faux ventre de grossesse, a également évoqué les relations sexuelles avant le mariage et le don de sperme avant de conclure, en fin d'émission : « *L'idée de tomber enceinte hors mariage n'a semble-t-il pas séduit les spectateurs. Preuve que tout ce qui se passe à l'étranger n'est pas forcément possible en Egypte* ».

Ces propos n'ont visiblement pas suffi à calmer les esprits. Avant même la décision judiciaire, Doaa Salah a été suspendue de l'antenne pendant trois mois pour avoir « répandu des idées immorales étrangères à notre société et menaçantes pour le lien familial dans le pays ».

Sept ans après la révolution du « 25 janvier 2011 » en Egypte, RSF [s'inquiète](#) du sort des journalistes qui travaillent sur la question des femmes. Le photographe **Omar Abdel Maksoud** a également été incarcéré le 14 février 2014 alors qu'il était en train de couvrir une babyshower<sup>7</sup> organisée pour une femme sortie de prison pour le site d'information en ligne [Masr Al-Arabia](#). Emprisonnée pour avoir participé à une manifestation anti-gouvernementale, la jeune maman avait accouché les menottes au poignet.

Le reporter a d'abord été relâché puis de nouveau incarcéré en avril. Il est alors soupçonné d'appartenir aux Frères musulmans. Depuis, Omar Abdel Maksoud, qui a été torturé durant son incarcération et souffre de problèmes cardiaques, croupit toujours en prison.

Pourquoi parler du droit des femmes est-il devenu si risqué en Egypte? s'interroge RSF alors que les Egyptiennes ont joué un rôle crucial dans les mouvements du 30 juin 2013. Depuis, l'égalité des sexes est inscrite dans la nouvelle Constitution de 2014 dans tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Sans compter que le président Sissi a déclaré 2017 année de la femme afin de leur ouvrir plus de droits dans tous les milieux.

« *Ce n'est que de l'encre sur du papier... Tout le discours de Sissi n'est qu'hypocrisie !* », tranche Mona Eltahawy, journaliste égyptienne et éditorialiste dans les colonnes du New York Times. « *Il faut se souvenir que c'est avant tout un maréchal, un militaire de carrière, il est donc l'antithèse du féminisme. Il ne faut pas oublier non plus qu'à l'époque de la révolution, moins d'un mois après la démission forcée de Hosni Mubarak, l'armée agressait sexuellement des militantes en les forçant à subir des 'tests de virginité'* ». À ce moment-là, Sissi était alors chef des renseignements militaires, puis chef des armées.

... l'armée  
 agressait  
 sexuellement  
 des militantes  
 en les forçant à  
 subir des 'tests  
 de virginité'.

<sup>7</sup> Babyshower : expression anglosaxonne - fête prénatale qui met à l'honneur la futur maman.

« Une chose est sûre, ajoute la journaliste qui a, elle-même, été victime d'agressions physique et sexuelle fin 2011, *les droits des femmes ne pourront pas progresser en Égypte tant que les militaires, les dictateurs, les fondamentalistes religieux ou les Frères musulmans seront au pouvoir* ». Les violences contre les femmes sont en hausse depuis les bouleversements politiques qui ont écarté le président Hosni Moubarak en 2011 et le président Mohamed Morsi en 2013.

« *La situation pour les journalistes me fait penser à l'époque d'Hosni Moubarak* », regrette Sabry Khaled, un photojournaliste égyptien. Les journalistes sur place ne se sentent pas en sécurité au point qu'ils évitent de travailler seul. La moindre autorisation, même pour filmer dans la rue, devient obligatoire, précise-t-elle. « *Alors qu'avant la révolution, c'était le rêve de faire du journalisme. Mais aujourd'hui, c'est fini* ».

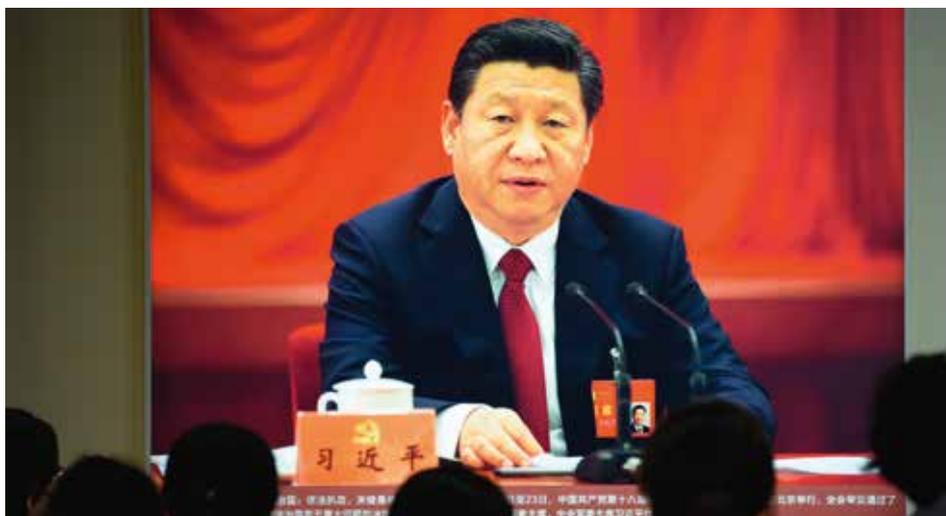
« *La société patriarcale égyptienne refuse que les femmes prennent conscience de leurs droits et font tout pour maintenir la femme dans une position subordonnée* », estime pour sa part Juana Gallego, experte en communication et genre. En 2013, ONU Femmes publiait un [rapport](#) selon lequel 99 % des Égyptiennes avaient subi une forme de harcèlement sexuel.

Dans ce registre, RSF constate que Pékin aussi fait le grand écart entre la législation et la liberté d'informer sur le sujet.

### En Chine, « une censure omniprésente »

« *Couvrir les sujets féminins en Chine a toujours été un sacré challenge* », estime Didi Tatlow, ancienne correspondante du [New York Times](#) durant 14 années. « *Il faut constamment faire très attention à ce qu'on écrit pour éviter les ennuis* », se rappelle celle qui a écrit de nombreux articles sur la cause féminine. En 2014, Didi Tatlow a été invitée à s'exprimer lors d'un meeting organisé par une organisation militante pour le droit des femmes. « *J'ai repéré deux espions dans la salle qui sont venus écouter tout ce qui se disait, se rappelle-t-elle, mais ils étaient aussi là pour nous intimider* ».

Pourtant, depuis 2015, « *la Chine affiche de plus en plus de signes d'ouverture en faveur du droit des femmes* », reconnaît-elle. En février, le Parti communiste chinois (PCC) met un terme à la politique de l'enfant unique imposée depuis les années 1970. Désormais, les couples peuvent avoir deux enfants (mais pas plus). Six mois



→  
Le Président chinois  
Xi Jinping  
© WANG ZHAO / AFP

plus tard, le gouvernement modifie la loi historique de 1992 sur la protection des droits et des intérêts des femmes. Le texte prévoit notamment que les victimes de harcèlement sexuel peuvent porter plainte auprès de leur employeur et / ou des autorités. Autre signe politique fort : l'introduction, fin 2015, de la première loi du pays contre la violence domestique.

Mais la pression envers les journalistes qui travaillent sur le droit féminin, elle, reste palpable. En novembre 2016, Didi Tatlow a été convoquée par le gouvernement qui lui a « *explicitement demandé de ne pas entrer en contact avec les leaders des mouvements féministes et de ne pas parler avec telle et telle personne qu'ils ont qualifié de fauteuses de trouble* », se rappelle la journaliste qui a « *respecté la demande sachant qu'elles étaient surveillées et qu'elles auraient pu le payer cher* ».

... les  
problématiques  
féminines peinent  
à trouver une  
place dans le  
débat public.

Malgré les avancées légales, les problématiques féminines peinent à trouver une place dans le débat public. Didi Tatlow pointe du doigt « *une censure omniprésente et un gouvernement qui verrouille en permanence la presse et tous les mouvements sociaux qui oeuvrent pour faire évoluer la société* ». Dans le pays, seuls les journalistes étrangers viennent défier le PCC et la société patriarcale chinoise sur cette thématique, constate-t-elle. « Les journalistes chinois ne s'y risquent même pas », ajoute-t-elle.

De son côté, Marjolaine Grappe, auteure du documentaire [Le Cri interdit \(2016\)](#) dresse le même constat. Pour réaliser son long format sur les grossesses qui sortent du cadre légal du planning familial du régime, la journaliste a été contrainte de filmer pendant deux ans dans la clandestinité pour « *éviter la surveillance des fonctionnaires chinois* », précise-t-elle. Pour minimiser les risques, elle a multiplié les tournages de nuit. « *Quand le sujet ne donne pas une bonne image du Parti, il faut alors penser aux risques de représailles* », précise-t-elle.

**Reporters sans frontières** dénonce sans relâche le contrôle des autorités sur l'information et notamment les directives de censure à l'égard des médias et des journalistes. « *Il est temps que cesse ce pouvoir de nuisance sur la liberté de la presse* », tranche RSF.

# 5

## SE TAIRE

## OU RÉSISTER

### L'EXIL QUAND LA PRESSION EST TROP FORTE

« *J'aimais vraiment mon métier mais la situation devenait trop critique* », raconte la journaliste vedette de Tolo News **Shakeela Ibrahimkhel**. Celle dont la carrière s'est envolée au début de l'ère post-Taliban, y a brusquement mis un coup d'arrêt en 2016, quelques mois après le terrible attentat qui a visé sept de ses collègues. Elle a décidé de « *quitter son pays, sa famille et ses amis contre son gré* ».

« Face à la menace islamiste de plus en plus pressante, une centaine de journalistes (femmes) ont quitté la profession ces deux dernières années », s'inquiète le centre pour la protection des journalistes afghanes (CPAWJ). Comment expliquer tant d'abandons ? « *Elles sont à la fois la cible des Taliban mais aussi de leur famille qui accepte mal leur profession* », précise Farida Nekzad. Beaucoup de femmes aspirent à travailler dans un média mais leur famille s'y oppose par crainte pour leur sécurité.

Résultat : des provinces reculées se retrouvent dépourvues de femmes journalistes, note le CPAWJ qui cite en exemple la province de Ghor où les attaques contre les Afghanes sont particulièrement répandues. Dans la région de Nangarhar, tout aussi dangereuse en raison de la présence de Daesch, la plupart des proches les découragent à sortir de chez elles. « *Elles se retrouvent à persuader leurs parents, leurs frères et leurs proches de leur accorder la permission de travailler à l'extérieur de la maison* », poursuit Farida Nekzad.

Ces défections ne sont pas sans conséquences pour la profession, s'inquiète RSF qui estime que cela met en péril la liberté d'information et la démocratie. « *En leur absence, les sujets féminins ne sont pas couverts, ce qui freine considérablement les avancées sur leurs droits dans la société* », regrette Farida Nekzad qui ajoute que ce genre de sujets est rarement la priorité de leurs confrères.



→ Page d'accueil du CPAWJ

©CPAWJ

Le CPAWJ travaille actuellement sur un projet de loi pour la prévention des violations et des menaces à l'égard de la profession afin de réduire la discrimination envers les femmes. RSF soutient pleinement ce projet ambitieux et appelle tous les acteurs de la société civile et du gouvernement à l'accompagner.

Le sentiment d'insécurité est la principale raison invoquée par ceux qui quittent la profession, mais il peut parfois être accru par le manque de soutien des pairs. A la suite de la publication d'un article sur la mauvaise intégration de la gente féminine dans la communauté des geeks dans le *HuffPost*

« Face à la menace islamiste de plus en plus pressante, une centaine de femmes journalistes ont quitté la profession ces deux dernières années »

*Brasil*, la pigiste brésilienne **Ana Freitas**, 26 ans, a vu ses informations personnelles révélées sur le web. Des colis remplis de vers de terre ont, entre autres, été envoyés à son domicile. Mais la pigiste s'est retrouvée seule pour faire face au danger. Ses employeurs l'ont délaissé puis ont fini par ne plus faire appel à elle, l'obligeant à changer de métier pour continuer à gagner de l'argent. « *Les harceleurs en ligne ont détruit ma vie* », résume-t-elle.

Face à la menace, d'autres journalistes ont choisi de s'exiler pour mieux se protéger. A la suite de l'attaque contre la radio afghane Shaista, la directrice Zarghona Hassan a continué de recevoir des menaces de mort par téléphone en janvier 2016. Les insurgés l'accusaient de vouloir convertir les auditeurs au christianisme. Elle a donc quitté Kunduz avec sa famille.

Pour chaque départ, un élément déclencheur vient précipiter ce choix. La Mexicaine Patricia Mayorga a fui l'État du Chihuahua où elle travaillait pour le magazine [Proceso](#) non pas après avoir été la cible de menaces, mais plus tard, quand elle a découvert que sa consœur Miroslava Breach [assassinée](#) en mars 2017 avait eu les mêmes messages. Pour Lydia Cacho, ce sont les experts en sécurité et la juge de l'époque qui lui ont conseillé de se mettre à l'abri compte tenu des avertissements très concrets reçus en août 2012. En quelques minutes, elle a pris son passeport, son sac et a quitté son domicile - qu'elle ne retrouvera qu'après sept années d'exil.

Au total, RSF a recensé un à deux exils par an depuis 2012 pour des raisons de sécurité : en Afghanistan (1), au Mexique (2), en Colombie (1), au Honduras (1), au Yémen (1), au Bangladesh (1), en Iran (1). Si le but recherché consiste à sortir des radars des agresseurs, cela n'a pas toujours l'effet escompté. La blogueuse bangladaise Shammi Haque s'est exilée en Allemagne en 2016 avec son mari, également journaliste, à la suite des menaces de mort qu'elle a reçues par téléphone de la part de fondamentalistes religieux. Elle venait de publier un billet de blog, dans lequel elle proposait d'organiser « un jour du baiser » à Dhaka pour la Saint-Valentin.

« Ma tête a été mise à prix pour 1 million de roupies ... »

Une fois partie, « *les intimidations sont devenues de plus en plus pressantes et ciblées à mon égard* », se souvient-elle. Les islamistes ont lancé une levée de fonds pour payer le billet d'avion à celui qui se dit prêt à aller la violer en Allemagne. « *Ma tête a été mise à prix pour 1 million de roupies (plus de 13 000 euros)* », explique-t-elle en dénonçant « *le droit de violer face au non-droit de s'embrasser dans la rue* ».

Pour l'heure, si le retour de Shammi Haque n'est pas envisageable pour des questions de sécurité, d'autres ont eu la possibilité de rentrer et de continuer à faire entendre leur voix.

## LES VOIX DE LA RÉSISTANCE

Comment réagir face à de telles menaces qui peuvent parfois être traumatisantes ? Certains journalistes reconnaissent à demi-mot réfléchir à deux fois avant de travailler sur des thématiques féminines sensibles.

A l'inverse, d'autres refusent de se faire dicter leur marche à suivre et d'être réduite au silence. Défier les prédateurs de l'information est devenu leur leitmotiv pour ne pas leur laisser le dernier mot. RSF a choisi de donner la parole à trois d'entre elles : l'Indienne Barkha Dutt qui s'est lancée dans une guerre des nerfs face aux agresseurs du clavier. Nadine Albudair utilise sa gouaille pour briser les tabous en Arabie saoudite. Salima Tlemçani, elle, jongle avec les angles pour garder sa liberté de journaliste.

### **Barkha Dutt : « la guerre des nerfs contre les menaces en ligne »**

« *J'ai toujours refusé de me laisser impressionner par ces agresseurs du clavier*<sup>8</sup> », affirme la journaliste indienne qui a essuyé une salve de critiques sur les réseaux sociaux à la suite de la publication de son livre, en 2015, dans lequel elle relate les abus dont elle a été victime enfant. Après avoir mené « *une guerre des nerfs* » contre les trolls qui, reconnaît-elle, font partie de son quotidien, elle affirme aujourd'hui « *ne même plus les remarquer* ». « *Je suis devenue intouchable face à ces attaques* », affirme-t-elle.

Par le passé, Barkha Dhutt avait saisi la justice, qui lui a « *assuré un garde du corps un petit moment* » mais personne, selon elle, n'a jamais été capable de se saisir de cette affaire ». Si les lois et réglementations contre la *cyberviolence* existent dans la plupart des pays, leur application est, dans les faits, complexe. Dans 75% des États, la justice peine à prendre des mesures appropriés contre les agresseurs en ligne.

Elle a donc pris ce problème à bras le corps. « *S'exprimer est aujourd'hui un devoir* », estime la journaliste indienne. « *Si je me taisais, je ne rendrais pas service à toutes les femmes* », ajoute celle qui qualifie le troll d'« *arme moderne des machos* ». « *Tout ça pour tenter de contrôler, d'intimider et de faire taire les femmes* », ajoute-t-elle. « *Je ne quitterais jamais Twitter parce que je ne veux pas leur donner satisfaction. Non, je ne me tairai pas* », conclut-elle.

Dans 75% des États, la justice peine à prendre des mesures appropriés contre les agresseurs en ligne.

27

### **Nadine Albudair : « Porter une robe est un acte politique »**

« *Je reçois des insultes depuis que j'ai commencé le journalisme* », résume la Saoudienne de 37 ans, Nadine Al Budair. Déjà à l'époque, ses publications en faveur du droit des femmes dans le quotidien égyptien [Al-Masri Al-Yawm](#) révèlent un style impertinent qui dérangent les conservateurs du pays. Un jour, elle appelle à profiter du Printemps arabe pour libérer les femmes du voile, et un autre, pour condamner la pratique musulmane de la polygamie, se demandant pourquoi les femmes ne devraient pas être aussi être autorisées à épouser quatre hommes. « *Cela m'a valu des insultes par téléphone, par mail. Ils s'en sont aussi pris à ma famille*, précise-t-elle. *Ils m'ont dit qu'ils voulaient détruire ma réputation, car dans le monde arabe, l'honneur est très important*, poursuit-elle. *Mais cela ne m'a pas touché* ».

Sa force : rester hermétique aux menaces. Pour briser les tabous, elle a choisi d'utiliser son style incisif. En février 2015, la présentatrice de l'émission de débat *Ettijahat*, qui donne la parole à des intellectuels du Moyen-Orient, se gausse devant un invité qui proposait de faire venir des conductrices étrangères pour conduire les Saoudiennes. « *Je pense que la société actuelle, en particulier la mienne, a besoin d'un bon électrochoc*, estime-t-elle. *Selon moi, cela doit venir des médias* ».

Contrairement à ce que veut la tradition saoudienne, Nadine Albudair a aussi choisi de ne pas porter le voile, « *objet de discrimination* », selon elle. « *Les hommes peuvent porter ce qu'ils veulent et nous, on est obligée de se couvrir* », s'offusque la présentatrice qui porte des robes en plateau. « *C'est avant tout un acte politique* », argue la présentatrice qui vit au Qatar. « *Je ne suis pas partie sous les menaces mais pour répondre à un choix professionnel* », précise cette ancienne journaliste de la chaîne arabe Al-Hurra. Si son programme reçoit régulièrement des prix, elle reste la cible de violentes critiques de tous les conservateurs de la région.

### **Salima Tlemçani : « Il faut savoir trouver des artifices »**

Les intimidations et les critiques, elle en connaît un rayon. En 26 années d'expérience, Salima Tlemçani a été accusée d'encourager la prostitution et a reçu des menaces de mort. Résultat : la journaliste algérienne signe ses chroniques d'un

8. Online abuse a weapon to silence women: Barkha Dutt, HindustanTimes, 12 mai 2017

pseudonyme. La discrétion est devenue le seul moyen, pour elle, de préserver sa liberté d'expression et d'information. Elle reconnaît amèrement « *ne pas pouvoir plaider ouvertement la cause de la liberté de l'avortement. Cela engendrerait des réactions des lecteurs, des collègues des confrères qui me taxeraient d'inciter les femmes à avorter* », lâche-t-elle.

Alors que ce sujet demeure un tabou en Algérie et que le code pénal punit les femmes qui y ont recours ainsi que les médecins, un projet de loi ouvrant la voie à l'IVG thérapeutique a été présenté en décembre 2017 à l'Assemblée nationale. « *Cela reste un sujet très sensible dans le pays, il faut savoir en parler avec des pincettes* », affirme-t-elle. Pour ne pas heurter l'opinion, Salima Tlemçani dit « *trouver des artifices* » en trouvant des angles détournés. « *Par exemple, je raconte comment les femmes se rendent en Tunisie pour interrompre une grossesse* », précise-t-elle. « *Ou pour parler de l'héritage basé en Algérie sur le verset coranique, je fais appel à des universitaires pour montrer les problèmes d'interprétation des textes religieux.* »

Les sujets féminins dérangent (parfois) un peu, (souvent) beaucoup, les lecteurs mais aussi les rédacteurs en chefs. Et cela, même dans les pays occidentaux.



Annick Cojean  
©Youtube 28Minutes

### **Annick Cojean**

**« Vendre un sujet sur le viol dans les rédactions est très difficile »**

Avant de co-signer avec Manon Loizeau le documentaire *Le Cri Etouffé* qui donne la parole aux syriennes violées dans les geôles de Bachar Al-Assad, Annick Cojean, grand reporter au Monde, s'est intéressée au viol de guerre lors de la révolution libyenne (« *Les Proies dans le Harem de Kadhafi* », 2012).

**En octobre 2011, à la veille de la capture de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, vous arrivez en Libye pour enquêter sur le rôle des femmes pendant la révolution. Vous cherchez aussi à prouver que le viol est bien utilisé comme une arme de guerre. Quelles difficultés avez-vous rencontrées en travaillant sur ce sujet ?**

Sur le terrain, j'ai rencontré des observateurs qui me disaient : « pas sûr que ce soit un vrai sujet », « méfiez-vous des exagérations... » Mais au fil du temps, j'ai rencontré cette jeune femme, Soraya, qui a été séquestrée et violée des années par le dirigeant libyen. Puis, des femmes ont commencé à se confier à moi. Certaines venaient me voir dans mon petit hôtel en prenant soin de se revêtir d'un voile. « Je vous confie ma vie, je risque ma vie », m'a dit l'une d'elles. J'ai alors compris que ce témoignage précieux était énorme car il l'exposait à la mort. C'est là aussi que j'ai pris la mesure de ce qui se passait en Libye : le viol était une arme de pouvoir, puis une arme de guerre.

À l'ONU aussi, cela a été un non-sujet pendant des années. Comme les femmes ne parlaient pas, c'était le crime parfait ! Elles pouvaient dire qu'elles étaient torturées mais pas violées. Une incroyable chape de plomb existe autour du viol en Libye et en Syrie. Ces femmes violées ne peuvent pas en parler en famille, ni dans leur village. C'est une question d'honneur. En France, on pourrait parler de sujet tabou, embarrassant, mais dans ces pays, c'est bien plus fort que cela. Cela prend les gens aux tripes à cause de cette culture patriarcale à laquelle vient s'ajouter la composante religieuse. Autant dire que c'est un sujet difficile à traiter, quasiment impossible. J'ai d'ailleurs failli titrer un de mes articles « *l'enquête impossible* ». Un comble pour une journaliste...

### Est-ce difficile de proposer de tels sujets en conférence de rédaction ?

Les articles sur les souffrances endurées par les femmes posent toujours des problèmes. En tout cas avant l'affaire Weinstein ! Bien sûr, aucun rédacteur en chef ne l'avouerait officiellement, mais la case « femmes » était un peu considérée comme une niche, un tout petit segment de la population, sur lequel il n'y avait pas lieu de s'étaler ou d'écrire plusieurs papiers, notamment dans des reportages de guerre ou post-conflit. C'est déconcertant, c'est même révoltant, car on oublie toujours que loin d'être une minorité à laquelle on concéderait un papier, les femmes forment plus de la moitié de la population !

Alors, proposer une enquête sur le viol, c'est doublement compliqué. Il y a trois ans, j'avais consacré une double page aux viols dans les prisons de Bachar El Assad. Et l'année suivante, j'ai également fait une longue enquête sur les viols des Yézidiés par Daech en Irak. Quand j'ai proposé de revenir sur le sujet des viols de guerre en Syrie, on m'a dit : « encore ? » Le dernier article remontait à deux ans et on me disait : « encore ? »

Un sujet sur la « torture » serait plus facilement validé. Le mot « viol » dérange et suscite l'embarras chez de nombreux confrères, de matière inconsciente probablement. Ce qui est frappant, c'est que l'expression « viol de guerre » est aujourd'hui mieux acceptée, comme si le terme 'guerre' venait anoblir le sujet. Mais je continue à penser qu'on ne donne pas à ce sujet l'importance et l'écho qu'il mériterait.

### Est-ce que vous estimez que les sujets sur les femmes n'ont pas la même visibilité que d'autres thématiques ?

En novembre dernier, j'ai obtenu le témoignage bouleversant d'une Syrienne détenue de nombreux mois dans les geôles de Bachar Al-Assad, elle-même violée et témoin de viols et d'actes de barbarie insoutenables. Elle disait même avoir dû s'improviser sage-femme pour donner naissance, en prison, à même le sol, à de nombreux bébés issus des viols. Cette femme donnait son nom, affirmait avoir documenté toutes les exactions observées, et réclamait de témoigner un jour devant la Cour pénale internationale. Je l'ai rencontrée et sais sa fiabilité. Elle risquait sa vie en s'exposant ainsi. C'était son choix.

Mais son témoignage n'a pas eu la moindre petite mention en Une du journal. Alors pour la première fois, je me suis permise d'écrire à ma direction pour m'en plaindre. Je sais que c'est compliqué de fabriquer une Une, qu'il y a des arbitrages de dernière minute, et que la mort de Jean d'Ormesson avait bousculé les choses ce matin-là. Mais quand même ! Quand même ! Ce qui était dit, dans ce témoignage, de ce qui risquent et vivent des milliers de Syriennes méritait qu'on lui donne un immense écho. Ma direction m'a répondu que, faute de Une, ils avaient fait une alerte sur les réseaux sociaux. C'est vrai. Mais j'ai voulu prendre date, marquer le coup.

Le viol de guerre est un crime contre l'humanité. C'est une abomination. Une « arme de destruction massive » dit le Dr. Mukwege. Et je pense qu'au-delà du reportage et de l'enquête, le sujet mériterait un éditorial à la Une de mon journal. Comme d'ailleurs des discours et engagements solennels des dirigeants de nos démocraties.

### Avez-vous remarqué un changement depuis le scandale Weinstein ?

L'affaire Weinstein est une révolution morale, politique et sociétale qui a aussi touché les rédactions. Les rédacteurs en chefs qui n'étaient jusqu'à présent pas ouverts sur cette thématique acceptent désormais de promouvoir les articles sur le sujet. On découvre une espèce d'engouement. Tant mieux s'ils sont convertis mais il est fort probable que ce ne soit pour certains que de l'opportunisme afin de faire vendre. J'espère que nos journaux, nos télévisions auront désormais moins de frilosité, plus d'audace et d'ouverture à traiter ce sujet.

Le mot « viol » dérange et suscite l'embarras chez de nombreux confrères, de matière inconsciente probablement.

Le viol de guerre est un crime contre l'humanité. C'est une abomination.

## RECOMMANDATIONS DE RSF

Face à la montée des risques encourus par les journalistes, Reporters sans frontières (RSF) a publié en 2015 une nouvelle édition de son Guide pratique de sécurité des journalistes, disponible notamment en français, anglais, espagnol et arabe. Une mise à jour consacrée spécifiquement aux femmes journalistes a été réalisée en 2016. Voir le guide.

### A l'adresse des rédactions

- Promouvoir les sujets relatifs aux droits des femmes
- Prendre en compte la spécificité de ces enquêtes
- Sensibiliser les journalistes à la pratique du genre
- Développer des initiatives comme celles du *New York Times* qui a créé en octobre 2017 un poste d'éditeur spécialisé sur la question du genre
- Prendre en compte la spécificité des attaques contre les journalistes -principalement contre les femmes qui enquêtent sur les sujets liés aux droits des femmes.
- Mettre en place un dispositif d'urgence en interne en cas de menaces
- Faire des copies d'écrans des messages menaçant sur les réseaux sociaux
- En cas de menaces ou d'attaques, ne pas hésiter à porter plainte

### A l'adresse des journalistes

- Bien connaître son sujet pour en évaluer les risques avant d'aller sur le terrain
- Se renseigner sur les pratiques culturelles et sociales du pays ainsi que la perception des journalistes et la sécurité sur place
- Identifier avec la rédaction en chef la meilleure personne pour traiter ce type de sujet : femme/homme
- Travailler plutôt en équipe sur des terrains dangereux
- Veiller à la protection des sources
- Effacer de vos ordinateurs, téléphones, tablettes, toutes informations d'ordre privé
- Sécuriser les données professionnelles qui pourraient vous compromettre ou compromettre vos sources
- Dans les zones contrôlées par des milices armées ou groupes, publier les articles après avoir quitté les lieux pour éviter de se faire repérer

*Pour plus de détails sur la cybersécurité, voir les recommandations de RSF [ici](#)*

### Aux États

- **Respecter leurs engagements relatifs à la liberté de la presse**, y compris assurer le droit pour les journalistes de travailler sur des sujets liés aux droits des femmes, et pour les femmes de pouvoir exercer leur travail de journaliste en toute sécurité, et ce en conformité avec les standards internationaux (DUDH, PIDCP, CEDEF, Déclaration de Beijing, etc.)
- **Mettre en place un environnement favorable à la liberté de la presse et plus particulièrement à la couverture par les journalistes des sujets liés aux droits des femmes, ainsi qu'à la lutte contre les violences sexo-spécifiques contre les femmes journalistes**
  - en mettant en place ou en renforçant un cadre légal permettant la répression des violences en ligne comme hors-ligne contre les journalistes conformément au droit international relatif à la liberté de la presse et la liberté d'expression
  - en condamnant publiquement les violences contre les journalistes qui travaillent sur les droits des femmes, que ce soit les violences en ligne ou hors-ligne.
  - en luttant contre les violences et menaces verbales des représentants politiques à l'encontre des journalistes travaillant sur les thématiques liées aux droits des femmes
  - en luttant contre le harcèlement judiciaire à l'encontre des journalistes qui travaillent sur les droits des femmes
  - en fournissant des mécanismes rapides d'alerte et de protection pour les journalistes victimes de menaces en ligne comme hors-ligne, en prenant en compte la dimension sexo-spécifique de ces violences, qui ciblent le plus souvent les femmes journalistes

- en développant des campagnes de communication et de sensibilisation sur l'intérêt de travailler sur les droits des femmes, et les dangers inhérents à ce travail, et plus particulièrement pour les femmes journalistes
  - en finançant de la recherche sur les mécanismes de harcèlement en ligne, en favorisant l'interdisciplinarité avec les recherches menées sur les algorithmes, la désinformation en ligne, les attaques en ligne et la cybercriminalité
- **Lutter contre l'impunité pour les violences commises contre les journalistes travaillant sur les droits des femmes**
    - en fournissant les moyens nécessaires à la justice de diligenter une enquête impartiale, rapide, approfondie, indépendante et efficace chaque fois que sont rapportées des violences, des menaces et des attaques visant des journalistes - hors ligne comme en ligne - et de les poursuivre en justice
    - en mettant en place un mécanisme de surveillance pour collecter, analyser et examiner les données sur la violence contre les journalistes travaillant sur les droits des femmes
  - **Mettre en place des mécanismes de réparation des violences commises contre les journalistes travaillant sur les droits des femmes**
    - en facilitant le retour des journalistes exilés ayant travaillé sur les droits des femmes, et en assurant leur sécurité une fois leur retour dans leurs pays
    - en fournissant aux journalistes victimes de violences en ligne et hors-lignes des réparations (indemnités financières, aide médicale et psychologique etc.)
  - **Mettre en place un Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations unies sur la sécurité des journalistes (RSSJ) afin de permettre**
    - la coordination des différents organes et mécanismes des Nations unies sur la sécurité des journalistes (ONU)
    - l'adoption d'une stratégie unique, harmonisée et à jour des Nations unies sur la sécurité des journalistes, avec une insistance particulière sur la protection des femmes journalistes et la lutte contre l'impunité des violences à leur encontre
    - de disposer d'un mécanisme d'alerte rapide pour le Conseil de Sécurité de l'ONU (CSNU)
    - de faire le suivi de la mise en oeuvre par les Etats de la Résolution 2222 du CSNU et des résolutions de l'Assemblée Générale de l'ONU (AGNU) sur la sécurité des journalistes, y compris les journalistes travaillant sur le droit des femmes

#### Aux organes et institutions des Nations unies

- Prendre en compte dans leurs débats, résolutions, recommandations et rapports sur la protection des journalistes, le droit des journalistes à travailler sur les droits des femmes et les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés, en particulier les femmes journalistes
- Collecter, analyser et examiner des données sur les violences contre les journalistes travaillant sur les droits des femmes aux niveaux national, régional et international ainsi que sur le travail effectué par les journalistes femmes ; de sensibiliser aux dangers accrus et spécifiques auxquels sont exposées les femmes journalistes et au besoin de mécanismes de protection adaptés conformément à la résolution 72/175 de l'AGNU

#### Aux plateformes

- Faciliter pour les victimes le signalement des violences en mettant en place un point d'alerte d'urgence pour les journalistes subissant des menaces et attaques en ligne
- Collaborer activement avec les autorités judiciaires dans les enquêtes sur la cyber violence envers les journalistes (signalement des auteurs de violences en ligne, etc.)
- Lutter contre les "usines à troll", responsables en partie de ces violences en ligne, en augmentant notamment le nombre de modérateurs humains
- Développer des campagnes de communication et de sensibilisation au sujet des violences en ligne ciblant spécifiquement les journalistes, ainsi que la thématique de la réduction au silence des sujets liés aux femmes

**Notre guide pratique du journaliste** : [https://rsf.org/sites/default/files/guide\\_fr\\_2017\\_1.pdf](https://rsf.org/sites/default/files/guide_fr_2017_1.pdf)

**REPORTERS SANS FRONTIÈRES** assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte 6 bureaux à l'international (Rio, Londres, Tunis, Washington DC, Bruxelles et Taipei) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Secrétaire général : **CHRISTOPHE DELOIRE**  
Rédaction en chef : **VIRGINIE DANGLES**

**SECRETARIAT INTERNATIONAL**  
CS 90247

75083 PARIS CEDEX 02  
TÉL. +33 1 44 83 84 84  
WEB : [WWW.RSF.ORG](http://WWW.RSF.ORG)

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION